

RÉFORME DES RETRAITES

Avec la réforme des retraites, le monde politique en ébullition

Le texte, sur lequel se penche une commission mixte paritaire de parlementaires, mercredi, a créé un climat de vive tension et de fébrilité

RÉCIT

Thème essentiel de la campagne présidentielle d'Emmanuel Macron, contestée dans la rue, discutée dans les repas de famille, défendue par certains, vilipendée par d'autres... La réforme des retraites occupe l'attention des politiciens et du grand public depuis des mois.

Mercredi 15 mars, le texte final va maintenant se dessiner loin des yeux, dans un cénacle parlementaire, le huis clos de la commission mixte paritaire (CMP). A partir de 9 heures, sept députés et sept sénateurs vont tenter d'arriver à un accord, une version « conclusive » qui pourrait alors être votée par le Sénat puis par l'Assemblée nationale, jeudi 16 mars.

Après plusieurs jours d'intenses tractations entre l'exécutif, sa majorité relative à l'Assemblée nationale et les dirigeants du parti Les Républicains (LR) – les voix de ses députés sont indispensables pour faire adopter la réforme au Palais-Bourbon –, des points d'achoppement demeurent. Disposant de cinq voix au sein de la CMP, comme la coalition présidentielle, les parlementaires de la droite et de l'Union centriste (UC) vont tenter de conserver les mesures votées au Sénat tels que le « CDI seniors » ou une surcote pour les pensions des mères de famille. Le président du groupe LR à l'Assemblée nationale, Olivier Marleix, remettra sur la table, lui, le sujet des carrières longues.

Malgré leurs divisions, les élus de droite se savent en position de force face à une première ministre au pied du mur. Elisabeth Borne s'est laissée aller à une anaphore, mardi, en forme de profession de foi, tournée vers la droite de l'hémicycle: « Une majorité existe. » Semblant écarteler le recours à l'article 49.3 de la Constitution, qui permet d'adopter un texte sans vote, elle a assuré aux députés qu'ils pourraient bien s'exprimer sur la

réforme des retraites » et qu'un vote positif ne signifiait « pas un soutien au gouvernement mais seulement [un soutien à la réforme] ».

Même si l'incertitude persiste sur l'issue du scrutin, la coalition présidentielle privilégie également le vote, estimant qu'un onzième 49.3 dans cette législature pourrait être encore plus dévastateur qu'un rejet du texte jeudi par l'Assemblée nationale. « Le risque démocratique me semble plus gros si on ne va pas ou vote, analyse Jean-Paul Mattei, président du groupe MoDem. Il faut accepter d'y aller et de manière très apaisée. »

De manière apaisée? Comme à chaque étape cruciale de cette réforme, la tension a rejailli. Réduite à un rôle de spectatrice, la gauche a réclamé, lundi, que les débats de la CMP soient rendus publics avant que la présidente (Renaissance) de l'Assemblée nationale, Yael Braun-Pivet, ne repousse la requête.

« DES COMBINES ET DES MAGOUILLES »

Dénouant par avance « des combines et des magouilles », les députés de La France insoumise (LFI) promettent de rendre compte des échanges en direct sur les réseaux sociaux. Une défiance qui reste dans la continuité des discours portés par la gauche sur « l'insincérité » des débats au Parlement. « Vous avez affaibli votre légitimité démocratique et, du même coup, vous avez marqué votre réforme du sceau de l'illegimité », a soutenu le président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, André Chassaigne, mardi, à l'adresse de M^{me} Borne.

Le report de l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans et la pression de la rue mettent le monde politique en ébullition. « C'est tendu dans l'hémicycle, c'est tendu en commission, c'est tendu à tous les étages », résume le président (Renaissance) de la commission des affaires économiques, Guillaume Kasbarian. Cette nervosité déborde sur tous les autres textes, sur tous les autres sujets, dans tous les autres lieux. En quelques jours, le ministre

Debout au centre, les députés de La France insoumise François Ruffin et Eric Coquerel, à l'Assemblée nationale, le 17 février.

LODOLY, NARRU/APP



« C'EST TENDU
DANS L'HÉMICYCLE,
C'EST TENDU
EN COMMISSION,
C'EST TENDU
À TOUTS LES ÉTAGES »

GUILLAUME KASBARIAN
président (Renaissance)
de la commission
des affaires économiques

de la justice, Eric Dupond-Moretti, a adressé deux bras d'honneur dans l'hémicycle à Olivier Marleix; le porte-parole du gouvernement, Olivier Véran, a estimé, à la veille d'une nouvelle mobilisation, que « mettre le pays à l'arrêt, c'est prendre le risque d'une catastrophe écologique »; Aurore Bergé, présidente du groupe Renaissance au Palais-Bourbon, a fondu en larmes en séance après s'être fait conspuer notamment par les députés de LFI et du Rassemblement national (RN) alors qu'elle défendait sa proposition de loi visant à imposer une peine d'inéligibilité aux auteurs de violences « aggravées » en réaction à l'affaire Quatennens; le vice-président (RN) de l'Assemblée nationale, Sébastien Chenu, a répondu sur Twitter « Et la scaru ? » à la présidente du groupe « insoumis », Mathilde Panot. Sans oublier la secrétaire d'Etat

Marlene Schiappa tapant littéralement sur la table d'une émission de France 5 consacrée à la lutte contre les féminicides: « Me dire que je découvre les violences sexuelles mais mende quoi ! » Au sein du gouvernement, on admet de l'accablement face aux attaques. Et surtout de la lassitude. Sans se chercher d'excuses, Olivier Véran revient sur le contexte de sa sortie rallée: quelques heures de sommeil, une matinale, un texte trop vite validé...

Depuis le début de l'année, la faiblesse politique du gouvernement oblige quatre ou cinq ministres à se relayeur pour défendre la réforme. La faute à l'Élysée, qui n'a pas su trouver des personnalités de poids pour débiter ce second mandat. « Pour quelqu'un qui joue son quinquennat sur cette réforme, comment se fait-il que Macron laisse se développer un véritable amateursisme dans son



propre gouvernement ?», s'étonne le sénateur socialiste du Loiret Jean-Pierre Sueur.

Cette ambiance à couteaux tirés a aussi rattrapé le Sénat, réputé pour sa sérénité. La majorité de droite et du centre y a multiplié les manœuvres procédurales avant un vote bloqué du gouvernement. Ulcérés, les sénateurs de gauche ont même remis en cause l'impartialité du président (LR) du Sénat, Gérard Larcher, deuxième personnage de l'Etat.

Pour la droite, comme pour le camp présidentiel, le point de départ de cette escalade incombe ainsi aux députés « insoumis » dont les outrances répétées ont illustré, selon eux, leur volonté de « bordéliser » la vie politique. Une argumentation qui omet beaucoup d'autres failles. Car la réforme révèle aussi les fractures au sein de la Macronie, notamment entre le gouvernement et ses députés.

« ON DONNE L'IMPRESSION D'IMPROVISER »
Beaucoup n'ont pas compris les déclarations « contre-productives » de certains ministres. Par exemple, le ministre du travail, Olivier Dussopt, défendant une « réforme de gauche » alors que le texte était négocié avec des élus de droite. « Sur ce sujet majeur, nous aurions dû avoir une mécanique de précision et on donne l'impression d'improviser, avec une communication qui n'est pas assez resserrée », estime Florent Boudié, député (Renaissance) de Gironde. Au fil des semaines et des journées de mobilisation, dont une huitième est prévue mercredi, la majorité accumule les rancœurs contre le gouvernement. Après la scène des bras d'honneur, une petite dizaine de députés macronistes a ainsi assiégré le garde des sceaux pour lui demander de présenter ses excuses. Ces gestes visant M. Marleix, homme-clé à droite, tombaient au plus mauvais moment. « Tu as vu comment ils se comportent à ton endroit ? Et tu veux être la roue de secours du gouvernement ? », a glissé le député (centriste) de la Marne Charles de Courson au président du groupe LR ce jour-là.

Les retraites agissent comme un catalyseur. Et, ces temps-ci, les tiraillements entre les trois groupes de la majorité relative – Renaissance, MoDem et Horizons –, se sont cristallisés, le 2 mars, autour de l'examen de la proposition de loi portée par la vice-présidente (Horizons) de l'Assemblée nationale, Naïma Moutchou, visant à instaurer une peine minimale pour les auteurs « de délits de violence, commis en récidive, contre les agents publics ». Leurs alliés du camp présidentiel ont

A Paris, les éboueurs en grève « au moins jusqu'au 20 mars »

Les éboueurs et agents de propreté de la Ville de Paris, mobilisés contre le projet de réforme des retraites, ont voté, mardi 14 mars, la poursuite de la grève « au moins jusqu'au 20 mars ». Dans la capitale, où les déchets s'entassent sur les trottoirs, quelque 7 000 tonnes d'ordures non ramassées ont été dénombrées au neuvième jour de grève. En raison des « conditions sanitaires », le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, a donné instruction au préfet de police de Paris, Laurent Nunez, de demander à la mairie de « réquisitionner » des moyens afin d'évacuer les ordures.

rejeté le texte. « Il y avait vraiment une envie de Renaissance de flinguer notre texte. Est-ce que c'était aussi pour flinguer Horizons et Edouard Philippe ? », fulminait alors le député (Horizons) de Seine-et-Marne Frédéric Valle-toux. Six jours plus tard, les élus d'Horizons comme ceux du MoDem désavouaient M^{me} Bergé sur sa proposition de loi. « Les textes secondaires, où il y a moins de risques, nous servent d'exutoire car il y a de vraies tensions », reconnaît le président du groupe Horizons au Palais-Bourbon, Laurent Marcangeli.

En quelques mois, les ambitions du début du quinquennat ont volé en éclats. Contraint par sa majorité relative, l'exécutif avait promis davantage de concertation avec ses alliés, mais aussi avec les oppositions. Examinée en procédure accélérée, la réforme des retraites a fini de balayer ces velléités.

Dans certaines enquêtes, l'image du personnel politique, et notamment des députés, s'était améliorée après les élections législatives de 2022. Comme si la majorité relative avait donné un peu d'espoir aux Français. La tendance s'est inversée depuis quelques semaines. Signe peut-être d'une déception à court terme et d'un ressentiment à long terme. « Près de neuf Français sur dix rejettent la violence en politique. Or le monde politique semble contaminé par la violence des réseaux sociaux, analyse Emmanuel Rivière, directeur des études politiques de l'institut Kantar Public. Et les politiques ne devraient plus raisonner comme si leur camp avait des supporters qui les soutiendraient contre les autres. Dans ces conditions, même un bras d'honneur a des conséquences pour tout le monde et c'est un grand danger. » ■

MARIAMA DARAME, MATTHIEU GOAR ET JÉRÉMIE LAMOTHE